

Quels contours pour l'économie sociale dans un contexte de crise ?

35èmes journées de l'AES

10-11 septembre 2015

Jean-Marie Harribey

2015

<http://harribey.u-bordeaux4.fr>

<http://alternatives-economiques/blogs/harribey.fr>



Groupe de Recherche en Economie Théorique et appliquée – UMR CNRS 5113

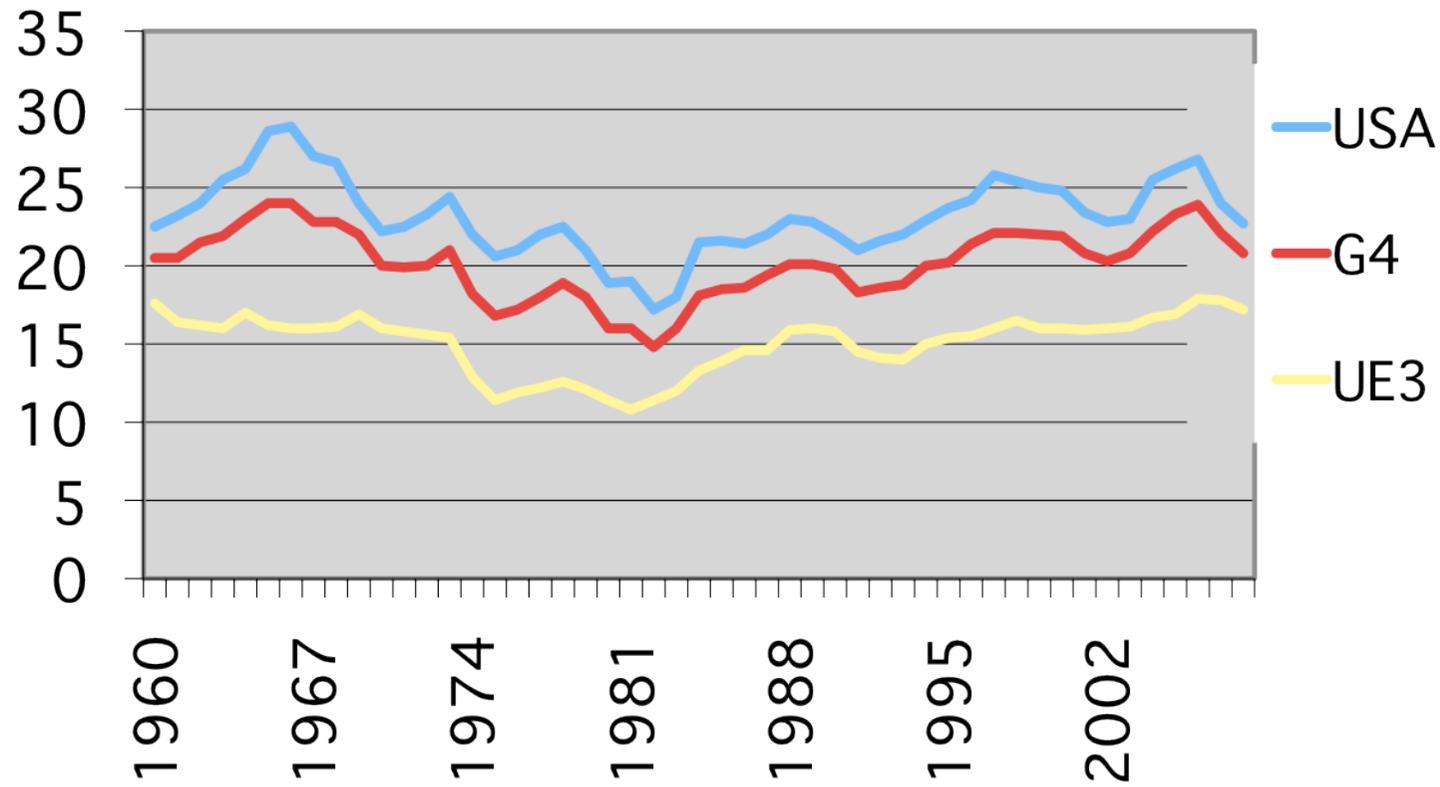


1. Le contexte

- La crise
- Les transformations du capitalisme sous l'impact des NTIC

La crise

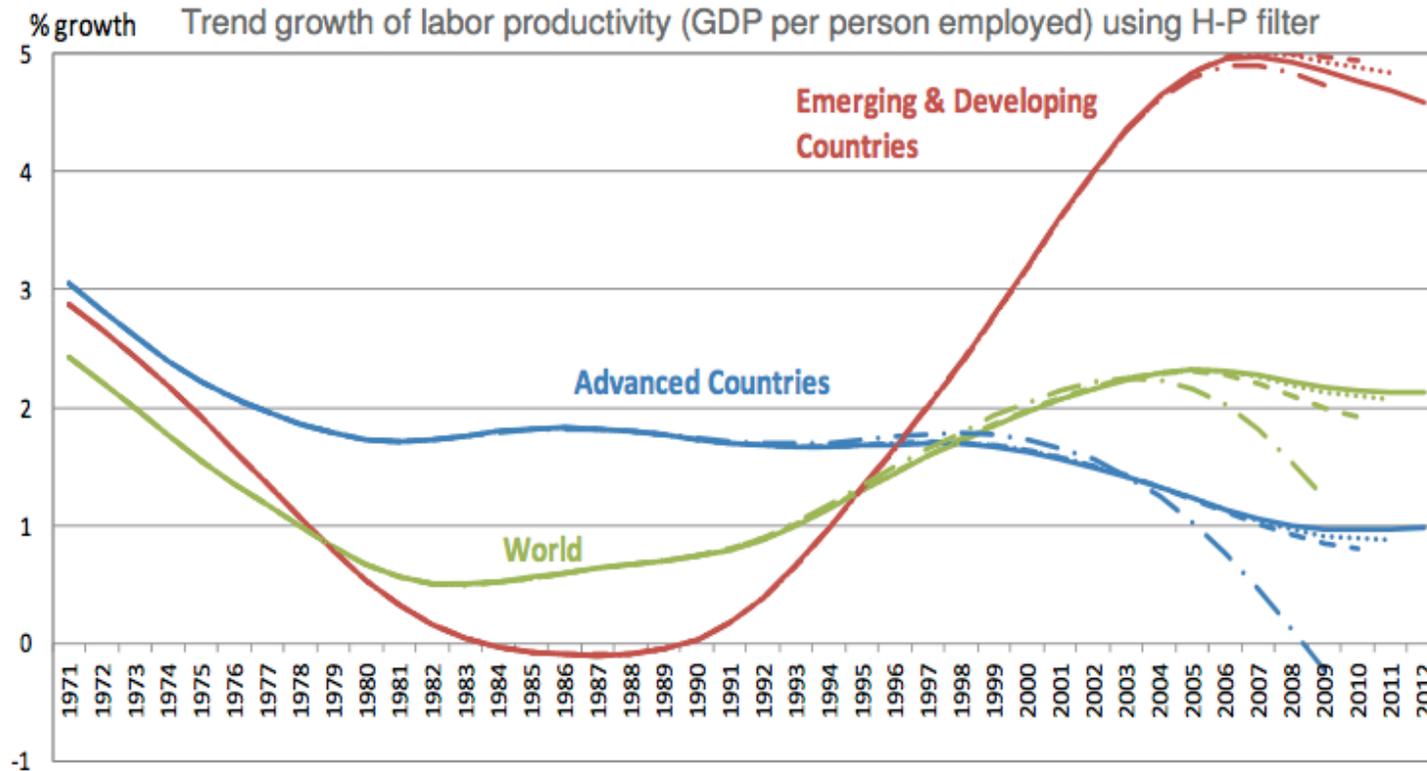
Le taux de profit 1960-2008 (%)
USA, G4 (USA, F, A, RU), UE3 (F, A, RU)



Le taux de profit

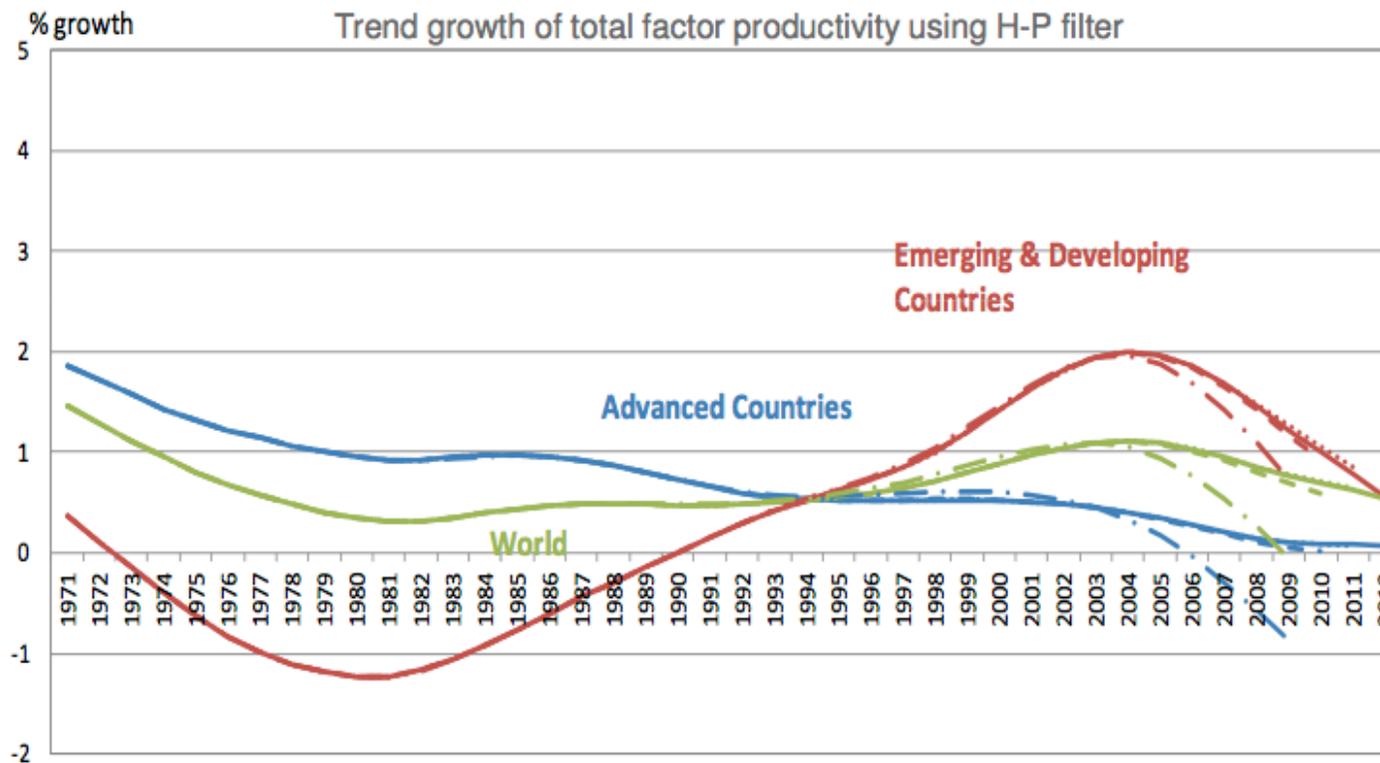
- Taux de profit (P/K) =
part des profits dans la valeur ajoutée (P/Y)
x efficacité du capital (Y/K)
- 1^{er} élément : variable de répartition, augmente si les profits croissent plus vite que la productivité du travail
- 2^e élément : concerne l'efficacité des machines et l'accès aux ressources ainsi que leur qualité (quid du progrès technique et de l'épuisement des ressources ?)

Évolution de la productivité du travail



Source: The Conference Board Total Economy Database

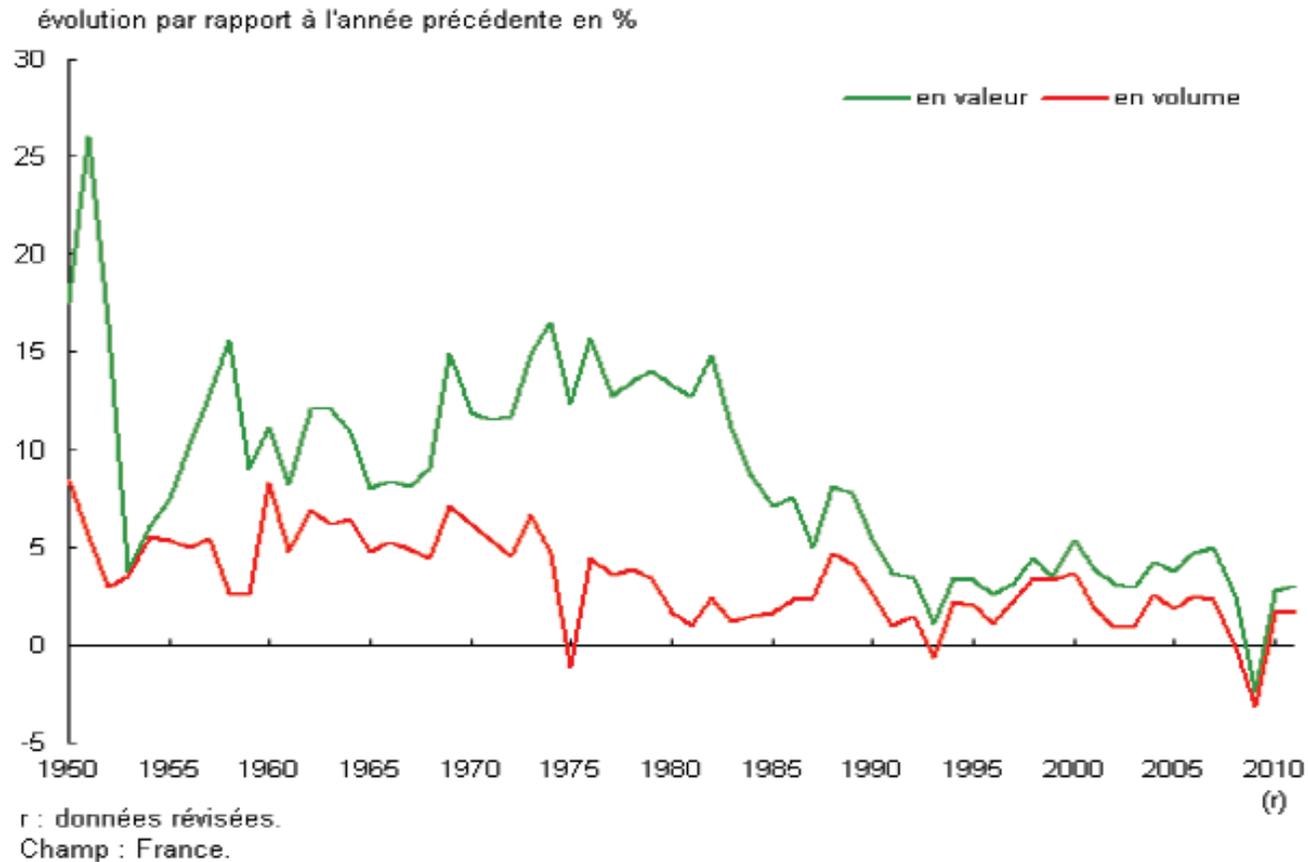
Évolution de la productivité totale des facteurs



Source: The Conference Board Total Economy Database

Évolution de la croissance du PIB en France

Graphique 3 : Évolution du PIB en France depuis 1950, en valeur et en volume



Source : INSEE, comptes nationaux - base 2005.

Une interprétation de la crise

- Crise de suraccumulation de capital par rapport aux possibilités de créer de la vraie valeur (et non du capital fictif) et crise de reproduction butant sur les limites de la planète
- La crise est donc une crise de production et de réalisation de la valeur venant de la difficulté à dépasser deux types de contradictions : sociale et écologique. Crise de l'accumulation du capital et du principe même de l'accumulation.

Valeur, accumulation, capital, trois concepts marxistes, dont nous reparlerons

Pour faire face à sa crise, le capitalisme pratique la fuite en avant

- Fuite en avant anti-sociale :
 - chômage, précarisation, remise en cause de la protection sociale et du droit du travail
 - glissement du public vers le privé : privatisations
- Fuite en avant financière dont le dernier aspect est de transformer la nature en titre financier à rentabiliser sous le vocable de capital naturel : marchés de permis d'émission ; nouveaux titres financiers (cat bonds, obligations vertes) ; compensation écologique ; paiement pour services environnementaux ; « valeur » de la nature
- *Pour approfondir : diapo suivante*

JEAN-MARIE HARRIBEY

LA RICHESSE LA VALEUR ET L'INESTIMABLE

FONDEMENTS D'UNE CRITIQUE
SOCIO-ÉCOLOGIQUE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE



JEAN-MARIE HARRIBEY

LES FEUILLES MORTES DU CAPITALISME

CHRONIQUES DE FIN DE CYCLE

LE BORD DE L'EAU

Pour faire face à sa crise :

les transformations du capitalisme sous l'impact des NTIC

L'économie collaborative

- Internet, réseaux et matériels : mise en relation directe des individus et entreprises.
- Covoiturage/BlaBlaCar
- Wikipedia bat Encyclopaedia Univesalis / les moteurs de recherche captent nos données
- Besoin de liberté, rapidité, simplicité / marchandisation et individualisation de la société
- Auto-entreprenariat et amoindrissement de la protection sociale, ubérisation
- L'économie collaborative emprunte au modèle de la propriété privée et à celui du partage de l'usage des choses. Statut instable et avenir incertain. S'agit-il alors d'une économie du partage ?
- Quel rapport à la gratuité ? Quelle part de socialisation du coût de la gratuite et quelle part du don entre individus ?
- Économie de la fonctionnalité (accès à l'usage/propriété) ?
- Économie circulaire (recyclage) ?

Et l'économie sociale et solidaire ?

- Elle regroupe les coopératives et mutuelles, héritières de celles du XIXe siècle, les associations investies dans des activités utiles socialement ou écologiquement.
- Elle représente 2,4 millions d'emplois en France (14,5 millions dans l'UE) : 10 % du PIB, 54 Mds€ de masse salariale
- Mais elle peut aller des salariés des ex-Fralib au Crédit agricole
- Caractère trop composite pour que l'ESS puisse constituer une alternative aux frasques de la finance mondiale
- La loi du 31 juillet 2014 vise à sécuriser le cadre juridique de l'ESS (« Un but autre que le seul partage des bénéfices »), définir des outils d'aide au financement, faciliter les relations avec les collectivités locales, renforcer la « gouvernance démocratique » et la capacité d'action des salariés

Les objectifs officiels de la loi

<http://www.economie.gouv.fr/ess-economie-sociale-solidaire/loi-economie-sociale-et-solidaire>



Renforcer les politiques
de développement local
durable



Reconnaître l'ESS
comme un mode
d'entreprendre
spécifique



Consolider le réseau, la
gouvernance et les outils de
financement des acteurs de l'ESS

5 objectifs



Provoquer un
choc coopératif



Redonner
du pouvoir d'agir
aux salariés

Qu'est-ce que l'utilité sociale ?

- Utilité sociale \neq utilité économique au sens de l'utilitarisme
- Utilité sociale peut englober et dépasser l'utilité économique
- Utilité sociale a un rapport avec l'intérêt général, sans s'y confondre car l'intérêt général suppose un pacte démocratique au niveau de l'ensemble de la société
- Utilité sociale déborde la responsabilité sociale des entreprises qui concerne le respect de normes
- Problème technique : comment mesurer l'utilité sociale si elle est d'ordre qualitatif plus que quantitatif ?
- Double problème politique : gérer le rapport entre le lucratif et le non-lucratif et celui entre gratuité socialisée et gratuité inter-individuelle

La scop des ex-Fralib



**SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE OUVRIÈRE PROVENÇALE
DE THÉS ET INFUSIONS**



2. Quels critères pour l'économie sociale ?

Peut-on se satisfaire de ces critères ?

- L'ESS entre marché et État ?

Mais le marché n'existe pas sans cadre institutionnel

- L'ESS entre le marchand et le non-marchand ?

Très souvent statut hybride plutôt que 3^{ème} voie : services en partie vendus sur le marché et en partie subventionnés

- L'investissement socialement responsable ?

Il suppose lui aussi un cadre réglementaire

- Placements éthiques ?

Place encore marginale. Finance responsable avec François Villeroy de Galhau à la BdF après BNP-Paribas ?

- Au total, on se situe au sein de l'économie monétaire

Ce qui renvoie à l'idée que la monnaie est une institution sociale, un rapport social, i.e. un rapport d'appartenance à un collectif politique

Une problématique théorique

- S'il existe des activités répondant à des objectifs sociaux et non à des objectifs de profit, il reste à définir le contenu et le périmètre de ce « social »
- Et si ce « social » s'inscrit dans le champ monétaire, alors l'économie sociale n'a aucune raison d'être limitée au périmètre circonscrit de ladite ESS.
- L'éducation non marchande n'est-elle pas « sociale » ? La santé non marchande, idem ?
- Biens privés *versus* biens publics/collectifs/communs
- D'où quelle légitimité de la production de richesse et de valeur ?
- Proposition d'un double critère : activité sans recherche prioritaire du profit et travail productif (ce qui exclut le champ non monétaire comme le bénévolat ou le travail domestique). Repenser le concept de travail productif.

Fondement théorique d'une alternative sociale

L'anticipation des besoins collectifs :

le travail productif dans la sphère monétaire non marchande

- Les capitalistes anticipent des débouchés pour leurs marchandises → investissement, emploi → production → validation par le marché si vente.
- La collectivité publique anticipe des besoins collectifs → investissement, emploi, production validée *ex ante* → paiement socialisé. Le financement est *ex ante* et le paiement est *ex post*.
- Les services non marchands ne sont pas financés par une ponction préalable sur l'activité privée, mais les salariés des administrations et des associations engendrent une production et un revenu supplémentaires équivalents par convention à la valeur monétaire de ces services, elle-même égale aux salaires puisqu'il n'y a pas de profit.
- Autrement dit, les impôts sont prélevés sur un PIB déjà augmenté du résultat de l'activité non marchande.
- Contrairement au discours libéral et à un certain marxisme peu marxien, le travail effectué dans la sphère non marchande est productif de valeur d'usage mais aussi de valeur au sens monétaire. Le problème pour le capital est que ce travail ne le valorise pas.
- Ne pas confondre le modèle abstrait du début du *Capital* et une société concrète.

Travail, monnaie et validation sociale

- Deux modes de validation sociale des activités économiques :
 - 1) Le marché
 - 2) La décision collective :
 - L'État
 - Les collectivités locales
 - Les associations
- Comment s'articulent le travail, la monnaie et la validation sociale ? Trois niveaux d'analyse (Marx) :

Valeur d'usage = condition nécessaire de la *valeur* définie comme une fraction du travail collectif, apparaissant en monnaie sur le marché par le biais d'une proportion, la *valeur d'échange* mesurée par le temps de travail nécessaire, ou mesurée conventionnellement par la collectivité.

Conséquence politique :
y a-t-il une limite
à l'extension de la sphère non marchande ?

- Sans doute, limite politique tenant à l'état des rapports sociaux et des rapports de force qui détermine le degré d'acceptation sociale de la non-marchandisation, i.e. a contrario de la marchandisation
- Mais pas de limite économique ou technique
Quid alors des budgets publics, déficits et dettes, appelés à financer la sphère non marchande ?

Excédent là, déficit ailleurs

- « Il nous faut bien comprendre que balances commerciales déficitaires et gouvernements en déficit budgétaire vont de pair. »

Y. Varoufakis, *Le minotaure planétaire*, Éd. Du Cercle, 2014, p. 112

- Le déficit commercial et le déficit public ne peuvent être compensés qu'en s'endettant à l'extérieur.
- Il existe aujourd'hui un excédent d'épargne privée dans le monde par rapport au flux monétaire qui irrigue les entreprises, dont la contrepartie est l'endettement public.

Le bon État (ré)amorçage la pompe

- Règle comptable du circuit économique monétaire : en fin de cycle, trois soldes doivent s'équilibrer :

$$(F - S) + (X - M) + (G - T) = 0$$

(solde du crédit bancaire et de l'épargne des entreprises et ménages) +
(exportations – importations) + (dépenses publiques – impôts))

$$S = F + (X - M) + (G - T)$$

Épargne des ménages = flux de crédit bancaire + solde commercial extérieur +
solde budgétaire public

- Si le budget public est équilibré, cela implique :

soit un déficit commercial extérieur et une insuffisance de l'épargne intérieure
par rapport au flux de crédit bancaire (l'étranger finance l'économie
nationale)

soit un excédent commercial extérieur et un excès d'épargne intérieure
(l'économie nationale finance l'extérieur)

- Ces deux situations étant intenable, le déficit de l'État doit
pouvoir réamorcer la pompe

- Sur un plan mondial (pas d'extérieur) :

déficit public = création de monnaie

excédent public = destruction de monnaie

La monnaie comme bien public/collectif/commun sans laquelle il n'y a pas d'économie sociale

- Création monétaire au cours d'une période = solde des nouveaux crédits bancaires et des remboursements
- Qui ?
 - Les banques ordinaires
 - La banque centrale en contrepartie d'une avance à l'État, d'une conversion de devises en monnaie interne (avance à l'étranger) ou d'un refinancement des banques ordinaires. Avec en débat : la BC achète des bons publics en « première main » ou sur le marché secondaire ?
 - Pour quoi faire ? Financer la production ou la spéculation ?
- Création monétaire indispensable au développement économique
Voir « Le mystère de la chambre forte » dans *Le piège de la dette publique*, (<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/monnaie/chambre-forte.pdf>),
et « Le parfum de la banque en noir » dans *Les feuilles mortes du capitalisme*
- Mais trop de crédit engendre bulles et crises (Marx-Keynes-Minsky)

Les enjeux de la démocratisation de la monnaie au service de l'économie sociale

- Enjeu économique

- C'est la BC qui « boucle » le circuit économique en contrepartie du refinancement des banques, de la conversion des devises et de l'intervention de l'État

- Si l'État maîtrise la BC, c'est lui qui « boucle »

- Enjeu social

- La monnaie est une institution sociale qui dépasse le cadre capitaliste : elle éteint les dettes privées mais elle transmet aussi les engagements sociaux (« dettes sociales ») comme les retraites. C'est son paradoxe : elle est un outil du lien social et elle permet de se libérer du lien avec autrui

- Elle permet la socialisation d'une partie de la richesse : celle créée par travailleurs des services non marchands qui sont *productifs*

- Dualité : instrument d'accumulation et médiateur social, validé par la puissance publique et par la valeur créée par le travail

- Enjeu écologique

- Préparer la transition

Le social, un édifice historique

« Il faut arrêter le marteau qui mutile la face du pays. Quels que soient les droits de propriété, la destruction d'un édifice historique ne doit pas être permise... Il y a deux choses dans un édifice, son usage et sa beauté ; son usage appartient au propriétaire, sa beauté à tout le monde, à vous, à moi, à nous. »

Victor Hugo, « Guerre aux démolisseurs », 1832